

PRÉFECTURE DE SAÔNE-ET-LOIRE

DIRECTION de la REGLEMENTATION  
des LIBERTES PUBLIQUES  
et de l'ENVIRONNEMENT

Bureau de l'Environnement  
et de la Concertation Locale

Arrêté de mise en demeure

Société CURCHAL  
44-46 allée Léon Gambetta  
92112 CLICHY Cedex

Etablissement : chaufferie Est  
rue des Frères Lumière  
71100 CHALON-sur-SAONE

N 010 - 04907

ARRÊTÉ

LE PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

VU le code de l'environnement, notamment le titre I du livre V et son article L514-1,

VU l'arrêté préfectoral n° 99-1963-2-2 du 11 juin 1999 autorisant la société CURCHAL à exploiter une chaufferie située rue des Frères Lumière à Chalon-sur-Saône, modifié par l'arrêté préfectoral n° 10-03094 du 12 juillet 2010,

VU le rapport concernant la pollution des eaux par des hydrocarbures transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées,

VU le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées en date du 8 octobre 2010,

**Considérant** que l'exploitant a rejeté des effluents non autorisés par l'arrêté préfectoral d'autorisation dans le réseau d'évacuation des eaux et dans la station de l'Auzin,

**Considérant** que ces effluents contiennent du fioul lourd,

**Considérant** que l'exploitant n'a pas respecté les dispositions suivantes de l'arrêté préfectoral d'autorisation modifié, le jour de la pollution et de la visite d'inspection par la DREAL :

- article 12.4 : les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts ;
- article 13.4 : l'exploitant collecte puis épure les eaux résiduaires dans un décanteur-séparateur d'hydrocarbures avant rejet dans le réseau d'assainissement à destination de la station d'épuration de l'Auzin ;
- article 31.3 : l'exploitant élabore des consignes de sécurité et veille à leur compréhension correcte par le personnel de l'établissement, des entreprises sous-traitantes et les membres des services d'intervention, publics et privés, extérieurs à l'établissement. Ces consignes prévoient notamment dans les zones à risque d'incendie ou d'explosion, l'interdiction de fumer, d'utiliser des feux nus et tout autre appareil susceptible de produire des étincelles ;
- article 36 (point 17) : il est interdit de provoquer ou d'apporter dans le dépôt du feu sous une forme quelconque, d'y fumer.

**Considérant** qu'une mise en conformité est nécessaire pour prévenir les intérêts visés à l'article L511-1 du code de l'environnement,

**SUR** proposition de Madame la secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire,

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1er :**

La société CURCHAL dont le siège social est situé 44-46 allée Léon Gambetta – 92112 Clichy Cedex, est mise en demeure de respecter, pour son établissement situé rue des Frères Lumière – 71100 Chalon-sur-Saône, les dispositions des articles 12.4, 13.4, 31.3 et 36 (point 17) de son arrêté préfectoral d'autorisation, **dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté.**

### **ARTICLE 2**

En cas d'inobservation des dispositions de l'article 1, il pourra être fait application des procédures prévues à l'article L. 514-1 du code de l'environnement.

### **ARTICLE 3 - DELAI ET VOIE DE RECOURS**

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de Dijon. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

### **ARTICLE 4 - EXECUTION ET COPIES**

Mme la secrétaire générale de la Préfecture, M. le sous-préfet de Chalon-sur-Saône, M. le maire de Chalon-sur-Saône, M. le directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement de Bourgogne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera faite à :

- M. le responsable de l'unité territoriale de la DREAL – 206 rue Lavoisier – 71000 Mâcon

Mâcon, le 26 NOV 2010

Le préfet  
Pour le Préfet  
La Secrétaire Générale de la  
Préfecture de Saône-et-Loire

Magali SELLES